

Le présent dossier prolonge celui livré dans *La lettre* n° 5. Aux lendemains du 14 janvier 2011, il en ressortait des lectures « à chaud ». Certaines manifestaient l'intense émotion de « l'onde tsunamique » et du miracle de la liberté. Liberté de parler, d'écouter, de réinvestir l'estime de soi et le lien social affranchis de la peur. Plusieurs avaient voulu décrire ces « trente jours qui changèrent la Tunisie ». Ils y abordaient la place défaillante des élites, la « puissance révolutionnaire » des communications par Internet, le droit à la reconnaissance et à l'emploi, la voix des jeunes puis la « brise des steppes sur le littoral ». D'autres avaient commencé à anticiper les promesses de « la boîte de Pandore » et les défis à relever pour la révolution tunisienne.

Le dossier présenté ci-dessous s'inscrit dans la continuité du premier, mais dans un sens plus approfondi de l'analyse. S'y trouve toujours célébrée la joie intérieure de l'identité retrouvée et de la parole réhabilitée, en proie à la liesse mais aussi à l'angoisse de « la mort du roi » ou d'un « citoyen sans l'Etat ». Des textes prennent le temps de s'arrêter sur les prémices des événements, des révoltes de Gafsa au mythe de Bouazizi, puis sur leur déroulement, des slogans de la rue à la communication numérique des réseaux sociaux, du jeu des acteurs politiques aux stratégies des migrants puis d'une société solidaire confrontée à l'exode libyen. Enfin, le lecteur y trouvera des analyses édifiantes tant sur les modalités de la « rupture » révolutionnaire, que sur les défis à relever, et entre autres en matière d'inégalités socio-territoriales.

Pierre-Noël DENIEUIL

RÉVOLUTION DE L'OLIVIER EN TUNISIE

Texte extrait de la lettre adressée par l'auteur le 23 janvier 2011 à l'association Alfapsy (et à son président, Paul Lacaze), en remerciements de son soutien au peuple tunisien



J'étais particulièrement sensible à vos mots ainsi qu'à vos pensées de soutien et de solidarité avec la jeunesse et la population tunisienne de la Tunisie profonde, qui ont construit cette Révolution, ceci sans armes mais avec beaucoup de cran et de courage, face à une gouvernance dictatoriale qui se donnait comme rempart, comme exemple et modèle sécuritaire à suivre contre tout risque présumé "de désordre et de dérive terroriste".

Cette jeunesse et cette population de la Tunisie profonde a fait preuve d'une maturité politique et culturelle, s'adaptant à l'inexistence, au début, de tout cadre politique classique qui pourrait l'organiser, mais apte à user des moyens modernes de ce que l'on désigne de cyber-résistance... Cette jeunesse et cette population de la Tunisie profonde a dû offrir son lot de martyrs, hommes et femmes, tués pour une grande partie par des tireurs d'élite de la garde présidentielle, corps d'élite sous les ordres directs de Ben Ali et de son bras droit, le Général Ali Seriaty. Ce dernier a continué son massacre du peuple en vue de créer le chaos et de justifier la nécessité d'un rétablissement du même pouvoir sécuritaire, ou à défaut, d'une nouvelle gouvernance prenant son fondement à partir du même modèle de managements sécuritaires des idéologies.

Cette Révolution de l'Olivier, plutôt que du Jasmin (cette Tunisie profonde étant plus une région d'oliviers, de pommiers et de blé), vient à nous démontrer à tous que l'idéologie sécuritaire ne saurait constituer la base d'un mode de gouvernance (autre que fascisant et dictatorial) mais, comme le soulignait déjà Ibn Khaldoun, l'ancêtre de cette jeunesse tunisienne et de notre peuple, la sécurité se doit d'être un résultat, un aboutissement de l'exercice de la justice, dans le sens large de ce concept de *'Adl*, c'est à dire la justice dans la répartition des richesses, la justice dans la répartition des valeurs économiques dans le cadre des échanges des produits entre les cités et les campagnes, la justice dans l'exercice pour

chacun de ses droits et de ses devoirs. C'est dans ce sens qu'il affirmait "*al-'Adl assâs al-'Imran*" (la justice est le socle et le fondement de l'urbanisme).

En nous offrant cette Révolution, avec ce qu'il reste à faire pour la structurer et éviter sa manipulation et une éventuelle réorientation..., la jeunesse tunisienne, nos enfants ont créé l'évènement avec sa dimension régionale mais aussi universelle pour nous révéler à tous l'inefficacité, non seulement à long terme, mais même à moyen terme, de toute gouvernance qui se fonde sur les managements sécuritaires des idéologies, contrairement à ce que pouvait en penser Michèle Alliot-Marie à partir d'une France oubliée des mécanismes et facteurs ayant engendré la Révolution française et la Commune de Paris (voir *l'histoire de la*

C'est en ce sens que l'on peut comprendre aussi le silence de tous les gouvernements européens, qui adhèrent en partie au manquement sécuritaire des idéologies comme mode de gouvernance en Europe même, ceci dans leur gestion de la crise économique et de la crise de société en rapport avec l'absence de justice sociale dans la répartition des richesses et avec, chaque fois, la désignation de l'immigré comme s'il était responsable de la crise du capitalisme financier en Europe, et de l'injustice sociale caractérisant (de l'aveu de tous les économistes) la gestion de cette crise.

Cette Révolution a déjà engendré en Tunisie l'émergence d'une extraordinaire liberté d'expression. Nous commençons à assister à des débats particulièrement riches, même si les animateurs de ces débats éprouvent encore beaucoup de difficultés et de savoir-faire dans l'animation de ces concertations de groupe. Mais, et c'est l'apport de cette Révolution, ils finiront par acquérir plus de professionnalisme. Quoi qu'il en soit, quelqu'un me disait au cours d'un entretien : "vous ne pouvez pas savoir ce que c'est la "Hogra" (le mépris doublé d'une indifférence), il faut la vivre pour le savoir...". Et encore hier, mardi matin, Mr. X... me parlait quant à lui, comment toutes ces manifestations dans les rues de Tunis, comment la gestion des problèmes de sécurité dans les quartiers par des comités de quartiers, cela lui faisait peur et réveillait par moments son angoisse, mais ceci sans panique, au contraire, ajoute-t-il, "je me sens bien, je sens la "Fokhra" (la fierté) ; je me sens fier d'être Tunisien quand, à la télévision, je vois à travers différentes chaînes des manifestations de soutien à la Révolution tunisienne".

A travers ces discours, cette Révolution a apporté aux Tunisiens les moyens de surmonter la Hogra ainsi que l'insoutenable étrangeté de se ressentir étranger, comme l'aurait dit Tawhîd dans *Ghorbat al-Gharîb* (L'Etrangeté de l'étranger), de se ressentir étranger dans sa propre demeure, auprès des siens, et étranger même dans et à son propre corps.



© France Info, 27 janvier 2011.

Révolution française par Louis Blanc, ouvrage qu'on a tendance aujourd'hui à refouler sinon à forclore).

C'est aussi en ce sens, mais à un autre niveau que l'on peut comprendre le discours de Kadhafi qui nous priait de l'écouter quand il clame que son ami Ben Ali demeurerait le mieux placé pour gouverner la Tunisie jusqu'à 2014, si ce n'est à vie. Mais, du point de vue des peuples, on comprend que les populations maghrébines et arabes ont organisé et organisent encore des manifestations de soutien pour notre jeune Révolution, au moment où les gouvernements arabes demeurent silencieux.

Cette Révolution a apporté et nous apporte, à nous autres Tunisiens, la Fokhra, la fierté, de réhabiliter notre identité, de réhabiliter notre corps, de réhabiliter notre demeure, notre environnement, notre culture et notre histoire, ceci pour nous réapproprier un discours historicisé et historicisant, ouvert sur autrui, acceptant la différence par elle-même comme source d'enrichissement.

Je ne peux que remercier la jeunesse

tunisienne et, parmi eux, mes propres enfants et petits enfants de m'avoir offert de renouer avec une flamme de militantisme, que j'avais depuis l'âge de 10-12 ans et que je croyais éteinte à jamais. Je les remercie de m'avoir offert aussi de vivre, avec eux, ces moments glorieux sans avoir à prendre la place qu'ils ont conquise, au prix quand même d'une centaine de martyrs, sans compter les blessés, surtout parmi la

population de Sidi Bouzid, de Thala, de Regueb et de Kasserine. Mais, restons ensemble tous vigilants pour préserver la dynamique évolutive de nos acquis, et pour éviter les dérives dogmatiques quelles qu'elles soient et, encore plus, pour éviter les dérives sécuritaires.

Essedik JEDDI

Neuropsychiatre et psychanalyste, Tunis

PREMIERS « MOMENTS » RÉVOLUTIONNAIRES

De Gafsa à Sidi Bouzid

On situe généralement l'acte de Bouazizi comme le déclencheur de la révolution tunisienne, en réponse à la marginalisation, à l'injustice et au chômage. Révolution des chômeurs, dont les jeunes ont pris le flambeau, guidés par une volonté de liberté, de dignité et de droit de vivre. Disons plus objectivement que cette révolution a connu deux foyers de déclenchement.

Avant Sidi Bouzid, il faut mentionner les protestations du bassin minier du phosphate à Gafsa en 2008. Les habitants de la région y ont manifesté durant six mois sans que leur action n'ait pu trouver un écho sur le plan national. Ce mouvement de bassin minier visait à lutter contre la situation de chômage croissante dont souffrent les jeunes de la région de Gafsa. Il dévoilait la réelle situation économique et sociale de marginalisation et de pauvreté des citoyens dans une région supposée être riche. Le fait que l'État ait négligé les demandes des protestataires a contribué à politiser le mouvement ainsi passé d'une demande d'emploi vers un mouvement politique contre la gouvernance de Ben Ali et contre la fuite de l'argent de Gafsa hors de l'activité minière. Puis est intervenu le mouvement politique des syndicats et de l'UGTT (l'Union Générale Tunisienne du Travail) visant à abattre une dictature coupable de vol. Il y a eu alors la flambée des slogans réclamant un pays sans Ben Ali. Il s'en est suivi une guerre locale, entraînant victimes et crimes, entre la police et les citoyens de différentes délégations du gouvernorat. A cette époque, une majorité de tunisiens n'était pas au courant de ce qui passait dans la région, voire n'avait pas entendu parler du mouvement du Bassin minier. Les médias tunisiens, contribuant à dissimuler le mouvement, avaient occulté ces manifestations en déclarant seulement quatre meurtres dénoncés comme étant à l'origine des émeutes et comme commis par des irresponsables auteurs de troubles et menaçant la sécurité... Cette voix de dignité issue du bassin minier, avait été éteinte sous l'usage de la violence et de l'agressivité de la police.

Ces protestations qui ne s'étaient pas achevées en 2008, sont réapparues lors de la déclaration du décès de Bouazizi, dans les gouvernorats de Kasserine, Sidi Bouzid et Gabes. À ce moment là, le mouvement n'était pas encore répandu sur tout le territoire tunisien, et il fut porté par des élites dont les avocats témoins de toutes les corruptions et les criminalités de la famille présidentielle ainsi que de l'usage des armes par la police tunisienne durant les manifestations. Tel fut le début de cette grande éruption volcanique des tunisiens de tout âge et catégorie socioprofessionnelle, guidés par leur patriotisme, leur amour du pays et leur solidarité.



© toprevolution.blogspot.com/

Qui sera le martyr ?

Dès le déclenchement des protestations révolutionnaires, l'acte de Bouazizi a été considéré comme le flambeau de la révolution, son nom a été scandé par tous les tunisiens comme celui du héros du pays, du sacrifice de la liberté, annonciateur du retour au droit de tout être social : avoir du travail, une vie digne et devenir respecté. L'on sait de ce héros qu'il était un vendeur ambulancier de légumes, appartenant à une classe sociale défavorisée et ayant grandi dans un milieu marginalisé situé à Sidi Bouzid au centre ouest de la Tunisie. Il a été sacralisé comme une victime de l'ancien régime de Ben Ali, des inégalités sociales, du chômage, du détournement économique, de la censure des libertés d'expression suite à la gifle reçue d'une femme membre de l'équipe de contrôle municipal, symbole de l'injustice incontournable du pouvoir gouvernemental.

Depuis le 17 Décembre, personne ne savait où se trouve Fédia Hamdi la femme qui a giflé Bouazizi. Il a fallu attendre le mois de Mars pour découvrir qu'elle était prisonnière depuis le début de la révolution, observant une grève de faim afin d'être présentée rapidement devant le tribunal. Plusieurs mouvements solidaires ont voulu défendre cette femme sous le motif que sa gifle n'était qu'une réaction pour se protéger face à l'irrespect des paroles scabreuses utilisées par Bouazizi. Outre l'acquiescement rendu le 19 avril par le tribunal, pour une gifle qui n'aurait pas été donnée, Fédia vient en outre d'obtenir un nouveau statut et une nouvelle appellation : « le martyr est encore en vie ». L'interprétation des faits prend désormais un nouveau sens : lors du « moment révolutionnaire », ils étaient considérés comme une réponse à la dictature de Ben Ali et au système politique abusif ; par la suite, ils ne deviennent que la réponse d'une faible créature n'ayant pas trouvé d'autre moyen de se défendre face à une violence verbale, que celui d'une gifle qui a été « représentée » comme la cause de la révolution. Gifle « construite » par les représentations sociales, et finalement infirmée par la confrontation des témoignages.

On constate ainsi la manipulation par une action de politisation d'un incident qui a abouti à la chute d'une dictature et à la légitimité révolutionnaire d'un vendeur de légumes, aboutissant à la dépolitisation et à la stigmatisation d'une réaction conduite par l'instinct protecteur d'une femme devant des provocations blessantes. Il s'agit d'une lecture des faits, et d'une transformation des rôles par la domination d'un groupe social ayant une influence majeure au nom de la voix du peuple. Sous cette instrumentalisation politique des mots et des faits, sera-t-il possible de relever la vérité ? Bouazizi demeurera-t-il le martyr de la Tunisie ou bien, avec la réhabilitation sociale de Fédia Hamdi, sa situation changera-t-elle de celle d'un martyr vers celle d'un simple homme mis en défaut ?

Amira MOKDED

Etudiante en Master, ISSHT, Tunis